

Assistance à la coopération internationale en matière pénale pour les praticiens

Réseau judiciaire européen et Eurojust

Que peut-on faire pour vous?

6 Mai 2014



Introduction

Ce document est le résultat d'une réflexion commune entre les groupes de travail EJM et Eurojust (RJE). Il vise à aider les praticiens à décider si les cas doivent être soumis au RJE ou à Eurojust. Ce document garantit également le traitement par le RJE et Eurojust des cas relevant de leurs mandats en utilisant le temps et les différentes ressources avec efficacité tout en prévenant la duplication des travaux.

Le document informe les praticiens de la justice dans les États membres des services et de l'assistance en terme de coopération internationale en matière pénale qui peuvent être fournis par le RJE et Eurojust. Il expose également l'usage du système national de coordination d'Eurojust (SNCE).

Il ne vise pas à remplacer les dispositions nationales ou des lignes directrices concernant la répartition des compétences et des procédures entre le RJE et Eurojust.

I. Qu'est-ce que le Réseau judiciaire européen?

Le RJE est un réseau de points de contact nationaux dédié à la facilitation de la coopération judiciaire en matière pénale.

Les points de contact nationaux sont des procureurs, des juges d'instruction au sein des juridictions, de l'administration centrale ou d'autres praticiens qui traitent quasiment exclusivement des questions liées à la coopération internationale. Les points de contact nationaux sont désignés par chaque État membre parmi les autorités centrales ou d'autres autorités en charge de la coopération judiciaire internationale, qui en règle générale sont également en charge de contentieux relevant de certaines formes d'infractions graves, telles que la criminalité organisée, la corruption, le trafic de drogue et le terrorisme. Le RJE est composé de plus de 300 points de contact nationaux à travers les 28 États membres. Parmi les points de contact, chaque État membre désigne un correspondant national du RJE. Un correspondant technique est également nommé par chaque État membre pour toutes questions relatives aux outils électroniques du RJE.

Le secrétariat du RJE, situé à La Haye, est l'organe administratif du RJE. Afin de garantir une étroite coopération entre Eurojust et le RJE, le secrétariat fait partie du personnel d'Eurojust mais fonctionne en tant qu'unité distincte. Le secrétariat du RJE est responsable, entre autres, du soutien apporté aux points de contact nationaux dans l'accomplissement de leurs tâches, de la mise en place, du maintien et de l'amélioration du site Web du RJE et ses e-outils opérationnels ainsi que pour l'ensemble de l'administration du RJE.

Des informations détaillées sur le secrétariat du RJE sont disponibles à l'adresse suivante http://www.ejn-crimjust.europa.eu/ejn/EJN_Secretariat.aspx, ou en contactant le secrétariat du RJE à l'adresse suivante ejn@eurojust.europa.eu.

Qu'est-ce que le RJE peut faire pour vous?

Vous pouvez contacter les points de contact de votre pays ou un point de contact du pays de l'affaire concernée pour obtenir de nombreux éléments d'informations en matière d'entraide détaillés ci-dessous . De plus amples renseignements sur les points de contact peuvent être obtenus dans une zone restreinte du site du RJE - <http://www.ejn-crimjust.europa.eu/ejn/> . L'accès peut être obtenu auprès des autorités nationales de votre pays.

Le RJE peut être utilisé dans les situations suivantes:

- ***Pour identifier les autorités compétentes à l'étranger afin de permettre une communication directe***

Sur le site internet du RJE, www.ejn-crimjust.europa.eu, vous pouvez trouver un Atlas électronique sur les des demandes d'assistance juridique mutuelle (MLA) et un Atlas pour les mandats d'arrêt européens (MAE). Ces deux Atlas vont vous aider à obtenir les adresses et numéros de téléphone / fax des autorités compétentes à l'étranger. Les principales sections des Atlas sont traduites dans la totalité des langues officielles de l'Union européenne. Si vous ne parvenez pas à trouver dans l'Atlas les informations concernant le contact dont vous avez besoin, vous pouvez demander à un point de contact du RJE dans votre État membre lequel vous fournira immédiatement les informations. La liste des points de contact du RJE est protégée par un mot de passe pour des raisons de sécurité – mais elle est accessible aux points de contact du RJE de votre propre État membre. Par conséquent, si vous avez besoin d'aide afin d'établir un contact avec le point de contact RJE d'un autre État membre, le meilleur moyen est de vous adresser à l'un de vos points de contact nationaux du RJE.

- ***Pour faciliter la coopération judiciaire***

Si vous avez besoin d'informations sur les conditions de mise en œuvre de l'entraide par un autre État membre dans un cas précis, vous pouvez solliciter les points de contact de votre État membre ou utiliser les sections pertinentes du site du RJE:

- ✓ Lors de la délivrance d'une commission rogatoire (Letter of rogatory LoR), pour obtenir des informations plus détaillées sur les exigences légales fixées par la loi de l'État membre requis ou discuter des formalités particulières de l'application de l'article 4 de la convention d'entraide judiciaire de l'UE 2000. Le *Compendium* du site du RJE offre la possibilité de créer une LoR électronique;
- ✓ Dans la phase d'exécution d'une LoR, afin d'obtenir des informations supplémentaires ou de permettre la bonne exécution de la demande;
- ✓ En cas de retard ou d'absence d'exécution d'une Lor, pour vérifier l'état d'exécution dans l'État membre requis et / ou accélérer l'exécution grâce à l'intervention d'un point de contact national;

- ✓ *Lors de la délivrance d'un mandat d'arrêt européen, vous pouvez utiliser le formulaire prévu par la section “mandat d'arrêt européen” du site du RJE, où vous trouverez également des informations sur l'état de mise en œuvre du mandat d'arrêt européen, les informations pratiques relatives aux formulaires, déclarations et notifications des différents États membres;*
- ✓ *Lorsque vous avez besoin de toute urgence des informations sur des procédures de MAE ou MLA dans des délais très courts;*
- ✓ *Lorsqu'une information est nécessaire sur l'état de mise en œuvre des outils juridiques de l'UE concernant la coopération judiciaire en matière pénale ou sur des documents pratiques pertinents (c-à-d notifications, manuels, rapports d'évaluation), en passant par la bibliothèque du RJE à l'adresse suivante:*

<http://www.ejn-crimjust.europa.eu/ejn/libcategories.aspx>

• ***Pour faciliter l'échange d'informations entre les autorités judiciaires***

Tout comme les procureurs et les juges d'instruction, les points de contact du RJE sont souvent en mesure de partager des informations concernant les enquêtes ou les procédures en cours et leurs résultats, sur les personnes détenues, les périodes de détention et les décisions judiciaires dans des cas spécifiques de manière rapide et informelle. Ce type d'échange d'informations peut parfois éviter l'envoi d'une LoR formelle. Si vous avez besoin de telles informations lors de votre propre enquête ou de vos poursuites, en particulier dans une situation d'urgence et que la législation de votre pays le permet, entrez en contact avec un point de contact du RJE, indiquez pourquoi vous avez besoin de cette information, et donnez une brève description de votre propre enquête ou vos poursuites.

• ***Pour obtenir des informations sur les mesures d'enquête***

Le site du RJE fournit, dans ses Fiches Belges, un aperçu par Etat membre de la législation nationale pertinente en ce qui concerne les mesures d'enquête dans le domaine de l'entraide judiciaire. Si vous avez besoin de plus amples informations, vous pouvez toujours adresser vos questions aux points de contact nationaux du RJE.

II. Qu'est ce qu'Eurojust?

Eurojust est un organe de l'Union européenne créé en 2002 afin de stimuler et d'améliorer la coordination et la coopération entre les autorités compétentes des États membres lorsqu'ils traitent des affaires relevant de la criminalité transfrontalière grave, comme le crime organisé, la corruption, le trafic de drogue et le terrorisme.

Eurojust est basé à La Haye. Il remplit sa fonction principale en facilitant les MLA et l'exécution des outils de reconnaissance mutuelle tels que le mandat d'arrêt européen.

Les activités d'Eurojust portent principalement sur la coopération entre les autorités nationales compétentes des États membres. Cependant, Eurojust peut également coopérer avec les États tiers.

Qu'est-ce Eurojust peut faire pour vous?

Si vous avez besoin de l'assistance d'Eurojust, vous pouvez entrer en contact avec votre bureau national d'Eurojust. Pour de plus amples informations, vous pouvez consulter le site d'Eurojust à l'adresse suivante :

<http://eurojust.europa.eu/Pages/home.aspx>

Eurojust offre un large éventail d'assistance pratique:

- ***Pour faciliter la coopération judiciaire***

Eurojust apporte son soutien aux autorités nationales à travers les membres nationaux, leur adjoints et assistants qui sont tous en mesure de faciliter le contact entre les autorités d'enquêtes et de poursuites dans les affaires complexes, en cas d'urgence ou dans des situations où d'autres canaux de coopération ne semblent pas appropriés ou susceptibles de produire des résultats hors des délais impartis.

Eurojust peut fournir de l'aide à l'obtention des informations sur le statut d'une demande d'entraide judiciaire ou à l'exécution des outils de reconnaissance mutuelle (ORM) lorsque d'autres canaux de communication (c-à-d le contact direct entre les autorités nationales ou autres) ont échoué.

Eurojust peut également fournir une assistance dans le cas où les demandes d'entraide et d'ORM doivent être exécutées en urgence. En raison du fait que la principale fonction d'Eurojust est de faciliter la coopération judiciaire, d'autres canaux sont ouverts à des fins d'échange d'informations pour la police et pour le service des renseignements.

Eurojust reçoit des informations sur un certain nombre d'enquêtes et de poursuites en cours dans les États membres. Dès qu' Eurojust aura reçu ces informations, il sera en mesure de fournir aux autorités nationales des informations sur les affaires en cours dans d'autres États membres.

Eurojust peut également aider les praticiens en examinant les projets de demandes d'entraide judiciaire (« contrôle qualité »).

- ***Pour aider à prévenir ou à résoudre les conflits de compétence***

Dans les cas qui relèvent de la compétence de plus d'un État membre , Eurojust peut, afin de prévenir ou de résoudre les conflits de compétence, être consulté pour un avis non contraignant sur quel État membre se trouve dans une meilleure position pour entreprendre une enquête ou des poursuites.

- ***Pour coordonner les enquêtes ou poursuites***

En raison de sa structure et du niveau d'expérience en matière de coopération judiciaire, Eurojust est dans une position favorable afin d'apporter de l'aide dans le cas où les enquêtes en cours dans deux ou plusieurs États membres doivent être coordonnées par l'échange d'informations pertinentes. Eurojust contribue également à déterminer si les États membres devraient poursuivre les enquêtes dans un seul État membre ou concentrer les enquêtes distinctes dans un ou plusieurs États membres.

En outre, Eurojust apporte de l'assistance dans les discussions et accords entre les États membres impliqués ou sur comment et où poursuivre une action commune ou une poursuite judiciaire.

- ***Organiser et soutenir des réunions de coordination et des centres de coordination***

Eurojust peut organiser des réunions de coordination à La Haye ou ailleurs entre les enquêteurs, les procureurs et les juges d'instruction des différents États membres. Lors des réunions de coordination sont parfois présent des représentants des autorités judiciaires ou répressives des États tiers, Europol et l'OLAF.

Des réunions de coordination sont des outils très utiles qui permettent aux praticiens d'échanger des informations dans leur propre langue sur les enquêtes et plans d'actions conjoints. Des questions qui auraient pris du temps et des ressources considérables à régler si elles avaient été traitées au titre des régimes de coopération traditionnelles peuvent maintenant souvent être résolues rapidement lors de ces réunions.

Actuellement Eurojust couvre les frais d'hébergement et de voyage à La Haye de deux participants par chaque État membre d'Eurojust et peut également organiser des centres de coordination qui visent à soutenir et à coordonner des actions communes (souvent convenues lors des réunions de coordination) devant être effectuées simultanément dans les différents États membres. Les centres de coordination assurent une transmission en temps réel et une coordination des informations entre les autorités compétentes au cours d'une journée d'action, par exemple, lorsqu'il est nécessaire de procéder à des perquisitions simultanées dans les différents pays. Les centres de coordination permettent également la résolution de problèmes éventuels survenant au cours de l'exécution d'un MAE ou d'une perquisition et saisie par la modification d'un LOR ou de mandats d'arrêt.

- ***Pour faciliter et soutenir les équipes communes d'enquête***

Eurojust peut aider et faciliter la mise en place, le fonctionnement et l'évaluation des équipes communes d'enquête (ECE). Eurojust peut identifier les cas appropriés à l'établissement des ECE, il peut fournir des informations juridiques et pratiques utiles, par exemple, sur les lois nationales, les problématiques et meilleures pratiques, peut fournir une assistance dans la rédaction de contrats d'ECE et des plans d'action opérationnels. Lorsque cela est jugé utile, les membres nationaux d'Eurojust peuvent également participer à des équipes communes d'enquête.

Eurojust peut également apporter un soutien financier afin de couvrir une partie des frais et / ou d'équipements occasionnés par les ECE, tels que les téléphones mobiles. Voir le site Web suivant pour plus d'informations:

<http://eurojust.europa.eu/Practitioners/Eurojust-Support-JITs/JITs/Pages/history.aspx>

• **Coordonner et faciliter les demandes de coopération judiciaire de et vers les Etats tiers**

Si vous avez besoin de contacter une autorité nationale dans un État tiers, vous pouvez contacter votre bureau national d'Eurojust. Eurojust possède des points de contact dans une trentaine de pays tiers (dont l'Argentine, le Brésil, l'Inde, la Thaïlande, la Fédération de Russie et l'Ukraine).

Eurojust a également des accords de coopération en place avec la Norvège, les USA, l'Islande, la Suisse, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Liechtenstein. De tels accords pourraient également inclure l'échange de données à caractère personnel. En outre, la liaison entre les procureurs de la Norvège et des Etats-Unis sont affichés à Eurojust.

Plus d'informations sont disponibles sur le site Web d'Eurojust:

<http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/Pages/agreements-concluded-by-eurojust.aspx>

III. Quel est le rôle du SNCE?

Le SNCE est actuellement mis en œuvre dans les États membres. Le SNCE a deux fonctions principales: 1) assurer la coordination du travail effectué par les différents correspondants / contacts / experts spécialisés dans la lutte contre la criminalité, y compris le correspondant national du RJE et jusqu'à trois points de contact du RJE; et 2) à faciliter l'exécution des tâches d'Eurojust dans les États membres. Lorsque plusieurs correspondants d'Eurojust sont désignés, l'un d'entre eux est responsable du fonctionnement du SNCE.

Le SNCE est en charge, entre autres, des tâches suivantes : 1) assurer que le système national de coordination d'Eurojust reçoit des informations relatives à l'État membre concerné d'une manière efficace et fiable, 2) aider les autorités et les praticiens judiciaires nationaux afin de déterminer si une affaire nécessite l'assistance d'Eurojust ou du RJE et 3) aider les membres nationaux d'Eurojust dans l'identification de l'autorités compétente pour l'exécution des demandes de coopération judiciaire et ORM.

IV. Eurojust ou RJE – vers qui se diriger?

Eurojust et le RJE sont à votre disposition. Si vous n'êtes pas sûr de savoir lequel contacter, il n'a pas d'inquiétude à avoir car les bureaux nationaux d'Eurojust et les points de contact du RJE peuvent facilement communiquer entre eux. En conclusion, le cadre institutionnel garantit que votre demande de soutien sera remise à l'acteur le plus approprié. Il n'y a donc pas besoin de s'adresser aux deux entités concernant le même problème.